

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 28 juin 2008

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 118 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Francis ALLOUCH - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-luc BENNAHMIAS - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Olivier BLANC - Roland BLUM - Sylvia BONIFAY - Joëlle BOULAY - Valérie BOYER - Jean BRUNEL - Xavier CACHARD - René CAMPIONI - René CANEZI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Alain CROCE - Didier DAVITIAN - Nicole DESMATS - Eric DIARD - Pierre DJIANE - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - André ESSAYAN - Mireille FOURNERON - France GAMERRE - Didier GARNIER - Samia GHALI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Francis GIRAUD - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - Gérard GRAUGNARD - Jean-Noël GUERINI - Michelle GUEYDAN - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Laurence JOUANDON - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Abdelwaab LAKHDAR - Albert LAPEYRE - Laurent LAVIE - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Michel LO IACONO - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Myriam MALLIA - Jean-Paul MARIA-FABRI - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Martine MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Marie-Thérèse MINASSIAN - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Bernard MOREL - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Frédéric OUNANIAN - Benoît PAYAN - Pierre PENE - Gerard PEPE - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Roland POVINELLI - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre REPIQUET - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Christel SIMONETTI-ACHARD - Daniel SIMONPIERI - Paul SORGE - René TAVERA - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Claude VALLETTE - André VARESE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Clément YANA - Karim ZERIBI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Michel AMBROSINO représenté par Christian MAYADOUX - Chistian AMIRATY représenté par François-Noël BERNARDI - Sylvie ANDRIEUX représentée par Bernard MOREL - Jean-Marc BENZI représenté par Bruno GILLES - Gérard BISMUTH représenté par Roland POVINELLI - Alexandre BIZAILLON représenté par Antoine ROUZAUD - Jean-Louis BONAN représenté par Myriam SALAH-EDDINE - Patrick BORE représenté par Martine MATTEI - Miloud BOUALEM représenté par André VARESE - Vincent BURRONI représenté par Gérard GRAUGNARD - Philippe CAMILLIERI représenté par Christel SIMONETTI-ACHARD - Claude DAUMERGUE représenté par Arlette SALVO - Jean-François DENIS représenté par Jean BRUNEL - Eric DI MECO représenté par Sabine BERNASCONI - Jacqueline DURANDO représentée par Marie-Thérèse MINASSIAN - Jean-Pierre FOUQUET représenté par Pierre SEMERIVA - François FRANCESCHI représenté par Antoine LORENZI - Jean-Claude GAUDIN représenté par Renaud MUSELIER - Roland GIBERTI représenté par Laure-Agnès CARADEC - Bernard GIRAUD représenté par Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert GUIGUI représenté par France GAMERRE - Catherine JALINOT représentée par René TAVERA - Mourad KAHOUl représenté par Xavier CACHARD - Alain LAURENS représenté par Lucien MERLENGHI - Eric LE DISSES représenté par Jean-Pierre BERTRAND - Christophe LOPEZ représenté par Robert MALATESTA - Roger MERONI représenté par Nicole DESMATS - Danielle MILON représentée par Pascal CHAIX - Yves MORAINÉ représenté par Martine VASSAL - Jean-Louis MOULINS représenté par Maxime TOMMASINI - Christine ORTIZ représentée par Patrick MAGRO - Gilles PAGLIUCA représenté par Mireille FOURNERON - Marie-Madeleine PANCHETTI représentée par Samia GHALI - Guy PONTOUS représenté par Patricia COLIN - Jacques ROCCA SERRA représenté par Jean MONTAGNAC - Maurice TALAZAC représenté par Robert HABRANT - Jean-Pierre TEISSEIRE représenté par Henri RUGGERI - Jean-Paul ULIVIERI représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Jocelyn ZEITOUN représenté par Patrick MENNUCCI.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

EPPS 008-484/08/CC

■ Délégation donnée au Président pour déléguer l'exercice du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé à la commune de Marignane à l'occasion de l'aliénation d'un bien
DUFHOP 08/1555/CC

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

L'article L 211-2 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme dispose que « lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent de par la loi ou ses statuts pour l'élaboration des zone d'Aménagement Concerté, cet établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole est par conséquent compétente de plein droit dans cette matière depuis le 31 décembre 2000 sur l'ensemble du territoire des 18 communes membres et s'est substitué aux dites communes dans les délibérations que celles-ci avaient prises.

Par délibération N°URB 03/142/CC du 15 mars 2002, le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marignane a été approuvé.

Ainsi, les périmètres du droit de préemption et du droit de préemption urbain renforcé sur la commune de Marignane ont été modifiés par délibération N°URB 02/309/CC du 11 octobre 2002 et prorogé par délibération N°URB 011-303/08/CC du 8 février 2008.

Par délibération du 14 mai 2004 n° URB 2/309/CC et la délibération du 26 mars 2007 n° URB 13/364/CC le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait pris acte des périmètres du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé existants sur la commune de Marignane et avait délégué, conformément aux dispositions de l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à la commune l'exercice du Droit de Préemption Urbain Renforcé dans le périmètre de l'OPAH et de la ZPPAUP, le périmètre du Parc Saint-Georges et Saint-Louis.

Par ailleurs, dans le cadre de la nouvelle mandature, le Conseil de Communauté, par délibération n° 04-314/08/CC du 31 mai 2008, a délégué au Président l'exercice au nom de la Communauté Urbaine, des droits de préemption dont elle est titulaire ou délégataire.

Cette délibération réserve la possibilité pour le Conseil de Communauté, de donner délégation au Président dans les conditions qu'il fixe, pour que celui-ci délègue à titre ponctuel, à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé, selon les dispositions de l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme,

l'exercice des droits de préemption. Cette délégation concerne les biens situés hors des périmètres où l'exercice du droit de préemption est délégué à titre permanent par le Conseil de Communauté.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'habiliter le Président à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé à la commune de Marignane, à titre ponctuel à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé dont l'acquisition entre dans le champ de compétence de la commune de Marignane.

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La délibération N° URB 02/309/CC du 11 octobre 2002, prorogée par la délibération N°URB 011-303/08/CC du 8 février 2008 relative aux périmètres du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé de la commune de Marignane ;
- La délibération n° URB 2/309/CC du 14 mai 2004 relative à l'exercice du droit de préemption urbain ;
- La délibération N°URB 13/364/CC du 26 mars 2007 relative à l'exercice du droit de préemption urbain sur la commune de Marignane.
- La délibération N° 004/314/08/CC du 31 mai 2008 portant délégation du Conseil de Communauté au Président et au Bureau ;

Sur le rapport du Président,

Considérant

- Que par délibération n° 04/314/08/CC du 31 mai 2008 portant délégation du Conseil de Communauté au Président et au Bureau, le Conseil de Communauté a délégué au Président le pouvoir d'exercer au nom de la Communauté Urbaine, les droits de préemption dont elle est titulaire ou délégataire ;
- Que cette délibération a réservé la possibilité pour le Conseil de Communauté de donner délégation au Président pour déléguer, à titre ponctuel, à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé, l'exercice du droit de préemption.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article unique :

Sur les secteurs de Marignane non concernés par les délégations du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consenties par le Conseil de Communauté de façon permanente à la commune de Marignane, monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole est habilité à déléguer ponctuellement le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé à la commune de Marignane à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé, dès lors que l'acquisition dudit bien entre dans le champ de compétence de la Ville de Marignane.

Certifié conforme
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI